Le pouvoir du pouvoir

LUC VAN CAMPENHOUDT

Pour changer la société, le chef d'État dispose de trois moyens : le discours, la loi et le budget. Le discours d'Obama a séduit l'Amérique et le monde, suscitant de grands espoirs, mais ses caisses ne sont pleines que de reconnaissances de dettes et les lois qu'il peut signer ne peuvent hypothéquer davantage le sort des générations futures.

Quand bien même toutes les conditions de l'efficacité politique seraient réunies, même l'homme le plus puissant du monde ne saurait modeler la société telle une pâte inerte et docile. N'attendant pas d'être « gouvernée », la pâte fermente et se travaille elle-même, à partir de ses propres forces et selon ses propres dynamiques économiques, sociales et culturelles. Feignant de piloter la société comme on piloterait un véhicule, le pouvoir politique s'adapte à une trajectoire imprévisible et tortueuse plus qu'il ne la maîtrise, et celui que l'on croit aux commandes est déjà content s'il peut rester lui-même en selle.

Qui gouverne ?, s'interrogeait le politologue américain Robert Dahl. Un peu tout le monde, répondait-il, même si certains sont un peu plus égaux que d'autres, plus bruyants ou plus télégéniques. « Régulation », « gouvernance », « réseau », « médiation »… autant de termes qui traduisent l'idée que la décision politique n'est qu'un moment dans un processus complexe d'action publique où interviennent, en amont et en aval de la décision proprement dite, une série d'acteurs et d'instances qui tirent à hue et à dia ou freinent carrément des quatre fers.

Même lorsqu'une décision franche et forte est prise par le dirigeant politique, comme de partir en guerre ou de placer sous contrôle de l'État les plus grandes banques du pays, la suite ne se passe jamais comme prévu. « Il

est une chose incontestable, et c'est même un fait fondamental de l'histoire […] — écrivait Max Weber voici presque un siècle — : le résultat final de l'activité politique répond rarement à l'intention primitive de l'acteur. On peut même affirmer qu'en règle générale il n'y répond jamais et que très souvent le rapport entre le résultat final et l'intention originelle est tout simplement paradoxal. » On attend toujours ce qu'il adviendra finalement du régime irakien ou du dossier Fortis. Pour autant, poursuivait presque immédiatement Weber, « cette constatation ne peut servir de prétexte pour s'abstenir de se mettre au service d'une cause, car l'action perdrait alors toute consistance interne ». L'État doit donc agir avec cohérence, mais sans trop de prétention.

Mais peut-on mettre dans le même sac le pouvoir d'un ministre belge, par exemple, et celui d'un président américain ? Certes, en comparaison, les moyens de ce dernier semblent vertigineux, mais, paradoxalement, son pouvoir est d'autant plus contraint qu'il est théoriquement grand, car il est soumis à des impératifs systémiques directement proportionnels aux enjeux sur lesquels il porte et que le grand patron est très loin de pouvoir maîtriser. Le chef est la figure de proue d'un système qui possède une énorme force d'inertie.

S'il a tellement moins de pouvoir que ce qu'on pense, pour quoi ou pour qui roule alors le chef, se demande Lévi-Strauss dans Tristes tropiques *? Moins pour le pouvoir en lui-même, effectivement relatif, que pour le prestige associé à la position de pouvoir. Ce qui est vrai pour les Nambikwara d'Amazonie reste sans doute en partie vrai pour la plupart des hommes et des femmes politiques modernes. Et, dans les deux cas, l'attrait du prestige peut aller de pair avec d'autres motivations, comme un souci sincère du bien-être de son peuple, voire du monde.*

N'exagère-t-on pas ici les limites du pourvoir politique ? Les dirigeants de la planète sont-ils à ce point impuissants ? Récemment, quand même, d'importantes réformes décidées, tant en Belgique qu'en Europe notamment, n'ont-elles pas abouti ? N'existe-t-il pas des conditions ou des situations où le pouvoir politique peut effectivement changer la société ou, du moins, la marquer d'une forte empreinte ? En effet, il se présente quelque fois des circonstances exceptionnelles au cours desquelles l'action politique peut arriver à ses fins, des « fenêtres d'opportunité » comme les appelle le bien nommé politologue John Kingdom. Ce qu'on appelle couramment des crises peut en faire partie, telle la crise actuelle du système financier qui a contraint les dirigeants politiques à intervenir vite et fort. C'est alors, dit-on en évoquant l'Histoire avec une majuscule, que l'homme d'État se révèle. C'est alors aussi qu'à ses risques et périls, le peuple désorienté s'en remet corps et âme au génie d'un leader charismatique, voire d'un messie, comme c'est un peu le cas avec Barack Obama aujourd'hui. De là à souhaiter une bonne crise, comme certains nostalgiques souhaiteraient « une bonne guerre », il n'y a qu'un pas que les dégâts de l'ère Bush parmi d'autres mauvais souvenirs interdisent de

franchir. Heureusement les crises ne se commandent pas et ne se ressemblent pas ; il faut donc faire le tri.

Dans la tradition marxiste, la crise est consubstantielle au mode de production capitaliste dans lequel l'économie s'est autonomisée et n'obéit qu'à sa propre logique. Elle est donc structurelle et permanente, avec des épisodes aigus, comme on en connaît à l'heure actuelle. Associé au capitalisme, le système démocratique est également en crise chronique de légitimité, de représentation et d'efficacité, explique Habermas. C'est sans doute une crise structurelle d'un autre ordre qui pourrait constituer, aujourd'hui, le ressort d'une revitalisation de l'efficacité politique : celle de la détérioration accélérée de l'environnement. Barack Obama semble l'avoir bien perçu. Mais, aussi alarmante soit-elle, une crise, à elle seule, ne fait pas de miracle.

Tel Janus, la crise présente en effet deux visages opposés : côté face, elle est un ressort potentiel de changement, côté pile elle désarme voire paralyse. Une crise n'est pas seulement ni même d'abord le fait d'être confronté avec des problèmes majeurs ; elle réside surtout dans l'incapacité de les résoudre dans et avec les cadres de pensée et d'action en vigueur. Le désarroi et les errements face à la crise financière en sont un bon exemple. La crise institutionnelle et communautaire belge, si profonde et durable, en est un autre, avec lequel nous sommes davantage familiers. C'est pourquoi, la crise n'est sans doute pas ce sur quoi il faut le plus compter pour redonner force à la capacité politique de transformer la société. Il existe une meilleure piste, moins aléatoire que les fenêtres d'opportunité.

Il est frappant d'observer que la crise institutionnelle actuelle est typiquement celle du système politique en tant que tel, sans connexion, du moins en apparence, avec l'évolution sociale et sans mobilisation de mouvements sociaux ni de véritables affrontements communautaires, comme on en a connu dans les années soixante surtout. L'idée de crise s'oppose ici à celle de conflit. Dans la première, une situation s'impose aux acteurs qui s'y adaptent vaille que vaille ; dans la seconde, les acteurs s'opposent les uns aux autres pour créer une situation nouvelle. Dans la première, la pression vient du haut qui prétend résoudre la crise au nom de l'intérêt général (masquant souvent des intérêts particuliers) ; dans la seconde, la pression vient du bas (même si ses demandes peuvent être quelque peu manipulées) qui veut faire valoir son intérêt particulier, en le reliant à un intérêt général, et le négocier dans l'espace politique et social. Dans la première, on compte sur la capacité de réaction de ceux qui sont aux manettes de l'État ; dans la seconde, on prend les devants en comptant sur la mobilisation des forces internes de la société. Dans la première, on se pose comme victime ; dans la seconde comme acteur social.

Traduire la crise du politique en conflits sociaux structurants, revoir nos cadres de pensée et d'action pour retrouver une capacité d'action collective, voilà sans doute la clé. ■